

Pouvoir adjudicateur et Maître d'ouvrage
Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – **ANSM**
143/147 Boulevard Anatole France - 93285 Saint-Denis CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux de réaménagement des locaux du site de Saint-Denis de l'ANSM

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.A .P.) Commun à l'ensemble des lots

**ACCORDS-CADRES SANS MONTANTS MINIMUM ET AVEC DES MONTANTS MAXIMUM
RELATIFS AUX TRAVAUX (3 LOTS) DANS LE CADRE DE LA
RESTRUCTURATION DES BUREAUX ET ESPACES DE TRAVAIL DU SITE DE L'ANSM A
SAINT DENIS (93)**

- Lot 1 : Travaux Menuiserie, Cloisons, Sols, Faux Plafonds, Carrelage
- Lot 2 : Travaux Peinture / Revêtements Muraux
- Lot 3 : Travaux Électricité : Courant forts – Courant faibles

Table

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 1.1 : OBJET ET MISSION DU TITULAIRE :	3
ARTICLE 1.2 : PRESTATIONS CONNEXES INCLUSES :	4
ARTICLE 1.3 : FORME :	4
ARTICLE 1.4 : PROCÉDURE :	4
ARTICLE 1.5 : DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 1.6 SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 1.7 PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION	6
ARTICLE 3.1 GENERALITES	6
ARTICLE 3.2 OBLIGATION DES ENTREPRENEURS	7
ARTICLE 3.3 CONTROLE ET ESSAIS	8
ARTICLE 3.4 TRAVAIL EN MILIEU OCCUPE	8
ARTICLE 3.5 PROTECTION DES OUVRAGES – NETTOYAGE	8
ARTICLE 3.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	8
ARTICLE 3.7 CARACTERISTIQUES DES MATERIELS	8
ARTICLE 3.8 DISCIPLINE DE CHANTIER	9
ARTICLE 3.9 APPROVISIONNEMENT ET POSE	9
ARTICLE 3.10 DELAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 4.1. METHODOLOGIE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 4.2. DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 4.3. LES BONS DE COMMANDE	11
ARTICLE 4.3.1 - VALIDITE DU BON DE COMMANDE	11
ARTICLE 4.3.2 – MODIFICATION, SUSPENSION ET/OU ANNULATION DE LA COMMANDE	12
ARTICLE 4.4 : CERTIFICATS	12
ARTICLE 4.5 : ACCES ANSM – IDENTIFICATION	12
ARTICLE 4.6 : GREVES	13
ARTICLE 5 : MODALITES DE VALIDATION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 6 : PRIX ET REVISION	13
ARTICLE 6.2. REVISION DES PRIX	14
ARTICLE 7 : MODALITES DE RÈGLEMENT	15
ARTICLE 8 : CLAUSE DE REEXAMEN	17
ARTICLE 8.1 MODIFICATIONS DU MARCHÉ APPLICABLES DE PLEIN DROIT	17
ARTICLE 8.2 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	18
ARTICLE 9 : RESPONSABILITES, GARANTIE ET ASSURANCE	18
ARTICLE 9.1 RESPONSABILITES	18
ARTICLE 9.2 ASSURANCES	18
ARTICLE 10 : PÉNALITÉS	19
ARTICLE 11 : RÉSILIATION	21
ARTICLE 12 : NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES	21
ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE	21
ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE - NON DIVULGATION ET DEONTOLOGIE	22
ARTICLE 14.1 CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 14.2 INFORMATION	23
ARTICLE 15 : TRANSFERT D'ACTIVITE	23
ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE, LANGUE, MONNAIE	24
ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
ARTICLE 18 : LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT	28
ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX	28

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ

ARTICLE 1.1 : OBJET ET MISSION DU TITULAIRE :

Le présent marché a pour objet la « **fourniture, la pose, la dépose, le remplacement, la réadaptation suivant les lots architecturaux et les lots techniques tels que définis pour le présent marché, et selon les besoins liés au réaménagement des locaux du site de Saint Denis de l'ANSM** ».

L'ANSM est un établissement public de santé placé sous la tutelle du ministère des solidarités et de la santé. Elle est répartie sur 3 sites, l'un basé à SAINT DENIS constitutif du siège, les autres sont localisés à LYON et MONTPELLIER VENDARGUES.

Les travaux objet du présent marché concernent exclusivement l'ensemble du site de SAINT DENIS :

- 143/147 Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit site Pleyel)

Dans le cadre de son réaménagement, la restructuration portera essentiellement sur les espaces de bureaux situés dans les bâtiments A, B, CD.



Ces travaux s'effectueront dans les créneaux horaires suivants :

- la semaine entre 9 heures et 17 heures
- Ou le matin entre 6h et 9h ou le soir à partir de 17 heures
- Ou le week-end

Dans le cadre des prestations, les parties affectées par les travaux seront occupées par le personnel en activité, le titulaire est donc tenu de prendre en considération cet élément dans le choix de ses matériaux et outillages de manière à réduire les nuisances sonores conformément à l'article 3.4 du présent document.

ARTICLE 1.2 : PRESTATIONS CONNEXES INCLUSES :

Dans le cadre de ces travaux, des aménagements connexes pourront être demandés. Le titulaire aura également à sa charge le démontage de serrures. Ces sujétions sont réputées comprises dans les prix.

PRESTATIONS NON INCLUSES : Ne seront pas à la charge du prestataire :

- Les inventaires,
- Les prestations de déménagement,
- La signalétique intérieure (hors Vitrophanie)

ARTICLE 1.3 : FORME :

Le présent accord-cadre à bons de commande est exécuté conformément aux dispositions des articles R. 2162-2 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord cadre à bons de commande est conclu sans minimum et avec un montant maximum conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique déterminé comme suit par lot pour toute la durée du marché :

	Montants en € HT
Montant Maximum Lot 1 Travaux de Menuiserie, Cloisons, Sols, Faux Plafonds, Carrelage	3 500 000
Montant Maximum Lot 2 Travaux de peinture / Revêtements Muraux	1 500 000
Montant Maximum Lot 3 Travaux d'électricité : Courant forts – Courant faibles	3 000 000

Le marché inclut exclusivement des prix unitaires.

ARTICLE 1.4 : PROCÉDURE :

Ce marché est passé selon une procédure formalisée suivant la procédure de l'appel d'offre ouvert, conformément aux articles L2124-1 et L2124-2 puis R2124-1 à R2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 1.5 : DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an ferme.

Les marchés pourront ensuite être reconduits tacitement par l'ANSM trois (3) fois un an, chaque année à la date anniversaire de la notification, sans que la durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Et ce, sauf dénonciation expresse de l'ANSM par lettre recommandée avec accusé de réception un mois au moins avant la date anniversaire des marchés.

La reconduction des marchés publics ne peut être refusée par le Titulaire.

En cas de non reconduction le Titulaire est informé par l'ANSM au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché public. Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de celui-ci et seront valables six mois après la fin du marché.

ARTICLE 1.6 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

Soit que la déclaration de sous-traitance ait été faite durant la consultation des entreprises et notifiée au titulaire, soit qu'elle intervienne en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de proposer des sous-traitants à l'agrément de l'ANSM qui peut les accepter ou les refuser, après avoir examiné les pièces fournies.

Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché:

Le titulaire adresse à l'ANSM, contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception, une déclaration contenant les renseignements qui suivent. A cet effet, le titulaire doit utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site de la Direction des Affaires juridiques du ministère de l'Economie et des Finances.

En tout état de cause, la déclaration remise au pouvoir adjudicateur doit obligatoirement contenir conformément à l'article R2193-1 du code de la commande publique :

- a) la nature des prestations sous traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il remet également un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 et un RIB ou preuve de banque en cas de droit au paiement direct.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, conformément à l'article R.2193-3, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Jusqu'à la fin du contrat, le titulaire du présent marché demeure le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 1.7 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'ANSM se réserve le droit de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires prévues dans le cadre de l'objet du présent contrat dans les formes et conditions définies par l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique

Cette faculté constitue une option au sens du droit de l'Union européenne.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) dûment paraphé, daté, signé et revêtu du cachet du Titulaire, et dont l'original est conservé par la Personne Publique,
- le présent Cahier des Clauses Particulières, dont l'original est conservé par la Personne Publique,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG/ Travaux), en vigueur à la date d'envoi du présent marché arrêté du 20 mars 2021. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- l'offre technique ou mémoire technique du titulaire,
- les bons de commande,

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi. Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires ou à l'issue de la visite du site, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes réputées connues. Le titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

Sous réserve de la clause de réexamen prévue au présent CCP, les documents et leurs annexes, constitutifs du marché, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées au code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale du marché.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 3.1 GENERALITES

Toutes les dispositions précisées au CCP devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

De plus, les prescriptions contenues dans les pièces du marché ne sont pas limitatives. Il est bien précisé que l'entrepreneur doit tous les travaux pour assurer une parfaite exécution des ouvrages en entière conformité avec les plans qui lui seront communiqués et les règlements en vigueur dans la

profession. Les travaux du présent CCP s'entendent avec toutes les fournitures mises en œuvre, façon et pose, et en général, tous les travaux nécessaires et sujétions à leur parfait achèvement.

L'entrepreneur ne pourra donc prétendre à aucun supplément à ses prix unitaires pour cause d'insuffisance de détails ou même d'omission dans les pièces du marché. L'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques

Le fait de dire que les travaux sont achevés implique que l'ensemble doit être terminé, sans qu'une seule partie de l'ouvrage présente un aspect inachevé, sauf si un tel résultat a été délibérément décidé et mentionné comme tel dans les pièces du marché.

ARTICLE 3.2 OBLIGATION DES ENTREPRENEURS

Outre les dispositions du présent CCP, les travaux devront être exécutés conformément aux textes ou documents normatifs en vigueur applicables, en particulier :

- au Code de la Construction,
- au Code du Travail
- à la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité des travailleurs pour l'exécution de travaux du bâtiment.
- aux documents techniques unifiés (NF-DTU), en particulier le NF P24-802 DTU 35.1
- aux normes d'application obligatoire en particulier celles concernant l'électricité,
- aux normes françaises et européennes, classe bâtiment en vigueur et à venir
- aux règles techniques du bâtiment en vigueur à la date de la signature du marché et aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décret ou arrêtés.
- toutes les fiches produits des matériels proposés devront porter la marque CE.

Ces documents ne sont pas toujours et tous énoncés dans le présent document par simplification, l'entrepreneur étant réputé les connaître.

L'entrepreneur devra, avant la signature de son marché, avoir apprécié très exactement les prestations comprises dans ses prix, afin d'être en mesure de livrer les ouvrages avec la finition exigée par le descriptif et conforme aux règles de l'Art.

Il ne pourra être admis d'omissions qui entraîneraient :

- une non-conformité aux règlements publics,
- un mauvais fonctionnement des installations de tous ordres,
- un défaut d'étanchéité quel qu'il soit, - un défaut d'isolation thermique, - un défaut d'isolation phonique.

Aucune réception ne pourra être prononcée tant que les impératifs précédents ne seront pas satisfaits.

L'entrepreneur devra signaler, avant signature du marché, toute anomalie ou non-conformité du dossier. Une fois le marché signé, il ne pourra être accordé de plus-value pour oubli d'un élément concernant la sécurité des personnes.

De même, l'entrepreneur est tenu de faire part à l'ANSM, avant tout avancement des travaux, de ses observations, quant à des incohérences techniques relatives à la commande, qu'il estimerait de nature à mettre en péril l'installation ou désinstallation de la cloison mobile, des blocs portes ou le remplacement de fenêtres selon les prestations prévues dans ce marché.

ARTICLE 3.3 CONTROLE ET ESSAIS

L'entrepreneur est tenu de produire :

- toute justification de provenance et de qualité des matériaux et produits
- tous les échantillons qui lui sont demandés,
- tous les classements, procès-verbaux ou informations concernant les matériaux et produits. - les fiches techniques du matériel

En cas de résultats défectueux, les entreprises devront toutes les réparations et transformations nécessaires.

ARTICLE 3.4 TRAVAIL EN MILIEU OCCUPE

Les règles d'hygiène et de sécurité seront appliquées en tenant compte des occupants du site. Les matériels seront choisis pour limiter les nuisances. Les locaux voisins seront protégés contre la poussière, les odeurs ou toute autre pollution.

ARTICLE 3.5 PROTECTION DES OUVRAGES – NETTOYAGE

L'entrepreneur devra assurer à ses frais la protection de tous ses ouvrages et il restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient apportés pour quelque cause que ce soit et ceci jusqu'à la réception des ouvrages.

Dans le même esprit, l'entreprise est responsable dans son prix de l'enlèvement et de l'évacuation immédiate des déchets et du nettoyage fin des locaux dans lesquels elle intervient afin que ces locaux puissent être réutilisés à la fin du chantier. En cas de défaillance, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les nettoyages par des tiers aux frais de l'entreprise défaillante, s'ils ne sont pas exécutés à la première injonction de remise en état. Les réfections des ouvrages environnants, ayant fait l'objet de salissures ou de dégradations de la part des entreprises ou de leur sous-traitant, même simples livreurs de matériels, devront être remis en leur état d'origine. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais des entreprises défaillantes si elles ne sont pas exécutés à la première injonction de remise en état.

ARTICLE 3.6 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Tous les menus travaux préparatoires ou de finition, toutes les sujétions qui ne peuvent faire l'objet de descriptions détaillées, mais qui sont conformes aux règles de l'Art, sont dus par l'entreprise, de même tous les ouvrages résultant des dispositions réglementaires sont implicitement dus par l'entreprise.

L'entrepreneur est libre de choisir ses fournisseurs à condition que les produits livrés correspondent aux prescriptions du présent marché. L'appréciation de l'équivalence de la fourniture proposée à celle prévue revient au Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 3.7 CARACTERISTIQUES DES MATERIELS

Afin d'éviter les redites du type "ou similaire" dans l'ensemble du présent CCP, des marques de matériel, de matériaux, ou de produits sont nommées afin de situer le niveau des prestations techniques et esthétiques à atteindre impérativement.

L'entrepreneur fournira donc soit les marques nommées dans le CCP, soit des matériels et des matériaux de caractéristiques similaires tant au niveau prix que de qualité.

ARTICLE 3.8 DISCIPLINE DE CHANTIER

Les matériaux qui ne présenteraient pas les qualités requises pourront être refusés par le Maître d'ouvrage et devront être enlevés du chantier sans délai.

L'entrepreneur devra se conformer strictement aux instructions reçues. Il devra demander, en temps utile, les instructions écrites qui pourraient lui manquer. Il ne pourra, en conséquence, arguer du manque de renseignements pour justifier des retards ou d'une exécution contraire aux ordres reçus.

Si pendant les travaux des difficultés imprévues se présentent pouvant occasionner des retards, l'entrepreneur devra les signaler immédiatement au Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur et ses éventuels sous-traitants devront chacun, en ce qui les concerne, prendre toutes les mesures utiles pour assurer hygiène et la sécurité du chantier.

ARTICLE 3.9 APPROVISIONNEMENT ET POSE

Le nombre ou même la nature de certains éléments pouvant en certains cas être modifiés, l'entrepreneur ne devra ni approvisionner sur chantier, ni commencer l'exécution ou faire livrer des matériaux sans l'accord du maître d'ouvrage. Il devra solliciter cet accord en temps utile. En ne se soumettant pas à cette clause, il risquerait de se voir refuser les éléments incriminés avant ou après leur mise en œuvre ou leur pose.

ARTICLE 3.10 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie appliqué au présent marché correspond au régime exposé à l'article 44 du CCAG travaux. Son éventuelle prolongation obéit aux règles et conditions exposées à l'article 44.2 du CCAG travaux.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 4.1. METHODOLOGIE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire désignera nommément la personne qui assurera la conduite des prestations. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations de l'objet du présent marché.

La mission sera effectuée sous la responsabilité du titulaire (et/ou de son principal conducteur des travaux) qui disposera pour cela de la possibilité de solliciter le Chef du département des Services Généraux et Immobilier ou/et le Chef de l'Unité Travaux et Immobilier de l'ANSM.

Si la personne désignée par le titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit aviser immédiatement l'ANSM par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remise contre récépissé et prendre toutes les mesures nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, l'obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au département des services généraux et immobilier, dans les meilleurs délais. Dans ces conditions, le remplaçant devra présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé dans son offre.

Si l'ANSM récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas d'absence d'une des personnes de l'équipe dédiée à cette prestation, le titulaire a l'obligation de la remplacer par une personne de niveau de compétences et d'expérience professionnelle au moins équivalent.

En outre, l'ANSM peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du présent marché (y compris l'interlocuteur principal) ; le titulaire procède alors à son remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées au cahier des charges en veillant notamment à mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché.

Une réunion de lancement aura lieu entre la décision de notification et avant l'émission du premier bon de commandes à l'initiative de l'ANSM. Elle a notamment pour objet de :

- Préciser, les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Préciser le cadre de collaboration avec les équipes de l'ANSM, les process de fonctionnement,
- Valider les interlocuteurs ANSM / Interlocuteurs du côté du prestataire,
- Présenter les éventuelles échéances calendaires relatives à la prestation.

Les interlocuteurs au sein de l'ANSM dédiés à la prestation sont les suivantes :

- **Pour les questions techniques :**

Département des Services Généraux et de l'immobilier :

Monsieur Ahmed KHEZZANE Chef d'unité Travaux
Courriel : ahmed.khezzane@ansm.sante.fr

OU

Monsieur Didier LEURIDAN, Chef de Département des Services Généraux et Immobilier
Courriel : didier.leuridan@ansm.sante.fr

- **Pour les questions administratives :**

Pôle Achats et Marchés :
Monsieur Michel FRANGE, juriste acheteur
Courriel : marchespublics@ansm.sante.fr

Département des services généraux et de l'Immobilier :
Madame Salima BOURIT
Courriel : salima.bourit@ansm.sante.fr

ARTICLE 4.2. DELAIS D'EXECUTION

Etape 1 : Devis

A la réception de la demande, le titulaire dispose de cinq jours ouvrés pour envoyer son devis conforme au BPU sans frais.

Etape 2 : Travaux

A la réception du bon de commande de l'ANSM précisant le délai d'exécution, le titulaire contactera le Département des Services

Général et de l'Immobilier de l'ANSM afin de déterminer une date d'intervention. Celle-ci pourra se faire dans la semaine en journée (horaires 8 heures 17 heures), le soir (à partir de 17 heures) ou encore le week-end.

Le titulaire aura à sa charge la remise en état des locaux (ménage...) qu'il devra restituer nettoyés.

ARTICLE 4.3. LES BONS DE COMMANDE

Les commandes seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande datés et signés par toute personne habilitée à cette fin par l'ANSM puis transmis au titulaire par voie électronique.

Chaque bon de commande émis par l'ANSM affiche les données suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro d'ordre et la date d'émission,
- Le numéro du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- La durée d'exécution le cas échéant,
- L'adresse et la localisation des espaces concernés par l'exécution,
- La désignation des fournitures, les quantités et la description des prestations,
- Le prix unitaire HT et TTC de chaque prestation/fourniture
- Le montant total hors taxes de la commande.

Il est précisé que les détails de la commande pourront être précisés préalablement à l'émission du bon de commande (localisation, parties affectées, nombres de bureaux, nombre de cloison/portes, qualité des fournitures, le nombre de jours d'intervention, horaires,...) et qu'il sera également possible de prévoir des délais spécifiques décidés d'un commun accord pour la réalisation de la prestation.

En aucun cas le titulaire ne devra exécuter la prestation telle que définie au présent marché sans l'obtention d'un bon de commande dûment rempli et signé.

Dans l'hypothèse où la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par l'établissement sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'ANSM.

ARTICLE 4.3.1 - VALIDITE DU BON DE COMMANDE

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître à l'ANSM, auprès de la personne émettrice du bon de commande dans un délai de 24 heures ouvrées à compter de sa réception, sous peine de forclusion. En cas de sous-traitance, les bons de commande sont adressés au titulaire, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part. Les bons de commande notifiés au titulaire sont assortis d'un délai d'exécution qui court à compter de la date de démarrage indiquée. Les prestations doivent être exécutées dans les délais fixés dans les pièces du présent marché ou dans le planning d'exécution global transmis avant le début des prestations pour le lot du titulaire concerné ou à défaut dans les délais figurant dans le bon de commande correspondant.

En cas de non-respect par le titulaire de la durée préalablement convenue pour exécuter la prestation, l'ANSM peut appliquer des pénalités de retard.

ARTICLE 4.3.2 – MODIFICATION, SUSPENSION ET/OU ANNULATION DE LA COMMANDE

Après émission du bon de commande, l'ANSM conserve la possibilité de modifier, suspendre et/ou d'annuler toute ou partie de la commande initiale dans les 24 heures précédant la date initiale d'intervention quel que soit le motif. L'ANSM informera le titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de réception de la décision. Dans ces conditions, l'ANSM prendra à sa charge les frais de prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens.

ARTICLE 4.4 : CERTIFICATS

L'(es) entreprise(s) soussignée(s) affirme(nt), sous peine de résiliation du marché à ses (leurs) torts exclusifs, être à jour des obligations, déclarations et attestations conformes aux articles à l'article L2141-2 du code de la commande publique.

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'ANSM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'ANSM recourt à une plateforme e-attestations.com sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Le titulaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes de l'Etat d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par l'Etat concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, en cas d'une mise en demeure restée infructueuse, pourra entraîner l'application de pénalité. En cas de manquements répétés établis par l'ANSM ou par un tiers désigné ou par le services de l'état chargé de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale de l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 4.5 : ACCES ANSM – IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire, ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux de l'ANSM, sous réserve du respect des consignes de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché ou être mandatés par elle.

ARTICLE 4.6 : GREVES

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec l'ANSM.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'ANSM y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VALIDATION DES PRESTATIONS

La bonne exécution des prestations sera constatée par l'ANSM. Le titulaire devra fournir, sous huit jours, un Procès-verbal de réception conforme à son devis et au bon de commande qu'il aura reçu puis établi et validé contradictoirement avec l'ANSM.

La réception a lieu à l'achèvement conforme de la prestation, au retrait des installations, et à la remise en état des lieux comprenant le nettoyage et établi à l'appui d'un constat contradictoire.

Le titulaire se charge d'aviser l'ANSM (Département des services généraux et de l'immobilier) de la date à laquelle les aménagements sont ou seront considérés comme achevés.

Lorsqu'il existe certaines imperfections ou malfaçons, la réception peut être prononcée avec réserves, l'entrepreneur doit alors s'engager à remédier aux dites imperfections dans un délai fixé par l'ANSM. Dans l'hypothèse où les travaux nécessaires ne seraient pas exécutés dans les délais prescrits, l'ANSM peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire. La constatation qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le PV de réception.

ARTICLE 6 : PRIX ET REVISION

ARTICLE 6.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. En effet, les prix du marché couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations. Notamment ils comprennent tous les services, contrôles et produits nécessaires à la bonne exécution des traitements, toutes les dépenses de main d'œuvre, tous les frais généraux, bénéfices, frais de déplacement, charges sociales ou fiscales et taxes diverses, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

ARTICLE 6.2. REVISION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois «m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres, indiqué en première page de l'acte d'engagement. Ils sont fermes pendant les 3 premiers mois puis révisibles mensuellement.

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, ils sont ensuite révisibles à la date anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse, conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions exposées ci-dessous.

Les révisions de prix se feront en fonction de l'évolution de l'indice INSEE propre à chacun des lots comme indiqué ci-dessous:

Lot n°1 : BT 01 tous corps d'états

Lot n°2 : BT46

Lot n°3 : BT 47

selon la formule de calcul suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85(\ln/I_0)$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- I_n : valeur du dernier index définitif mis en ligne avant le 1er jour du mois n.
- I_0 : valeur du dernier index définitif de référence mis en ligne avant le 1er jour du mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Aucune révision provisoire ne sera effectuée

Modalités de révisions

La révision peut intervenir à la demande exclusive du titulaire. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou adressée par courriel 30 jours avant l'application des nouveaux prix. La demande du titulaire doit être adressée à la Direction de l'Administration et des Finances et par mél à marchespublics@ansm.sante.fr.

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée avec notamment la formule citée au-dessus. Toute demande de révision réceptionnée par l'ANSM postérieurement au délai indiqué ci-dessus pourra être rejetée.

Il appartient au Titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes du BPU.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des références, les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués. En cas d'évolution des prix consécutifs à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date d'émission du bon de commande.

Les nouveaux tarifs, régulièrement acceptés, s'appliquent de plein droit sans avoir à être constatés par avenant.

Clause sauvegarde:

Le présent accord-cadre peut être résilié par l'ANSM sans indemnité, dès lors que l'évolution des prix pratiqués au titre de l'accord-cadre entraînerait une augmentation annuelle de plus de cinq pour cent (5%) par rapport aux prix initialement proposés par le titulaire.

ARTICLE 7 : MODALITES DE RÈGLEMENT

ARTICLE 7.1. FACTURATION

Les paiements des factures ou des situations interviendront en fonction de l'avancement des travaux et après validation par le représentant de l'ANSM.

Les règlements s'effectuent, selon les règles de la comptabilité publique.

Les factures des prestations à prix unitaires sont établies à terme échu après réalisation des prestations du bon de commande correspondant.

Aucune prestation non prévue à l'annexe financière du présent marché ne pourra être facturée. Chaque facture ne doit porter que sur un bon de commande, en un exemplaire original, et comporter :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture et son adresse
- l'intitulé et le numéro du marché,
- le numéro et la date du bon de commande
- la date d'exécution des prestations et l'adresse du site d'exécution,
- la dénomination précise des prestations réalisées suivant l'annexe financière et mentionnant, pour chaque prestation, le montant pour la période concernée,
- le montant total HT, le montant de la TVA, et son taux applicable au moment des prestations et le montant total TTC.

Il n'est procédé à aucun règlement de facture pour des prestations qui n'auraient pas préalablement fait l'objet d'un bon de commande émis par l'ANSM conformément aux dispositions du présent CCP. Aucune prestation non prévue à l'annexe financière du présent marché public ne pourra être facturée. En application de la réglementation (articles L2192-1 à L2192-15 du code de la commande publique), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://choruspro.gouv.fr>.

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017
- Code service : ANSM-PCREF (Pôle Comptabilité et Relations Fournisseurs)
- numéro d'engagement : référence du bon de commande (CHMA xxx, CBDC xxx, CENG - xxx), le cas échéant, le n° du marché.
-

Le titulaire devra avertir sans délai l'ANSM de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

NB : en cas de non-respect de cette obligation de dépôt des factures sur le portail « Chorus Pro », les factures transmises par courrier postal ou mail, seront retournées dès réception et seront considérées comme non parvenues à l'ANSM. Toute erreur dans l'adresse de facturation entraîne la suspension des délais de paiement jusqu'à ce que la facture parvienne à l'adresse précisée ci-dessus.

Délai global maximum de paiement et facturation

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. Le délai global de paiement

est de 30 jours à compter de la réception et après acceptation de la facture conforme par la Personne Publique en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

L'ANSM se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement. Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique.
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Versement d'une indemnité forfaitaire automatique

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros en application de l'article R.2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires. Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de 45 jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

ARTICLE 7.3. MODALITES DE PAIEMENT MODE DE REGLEMENT

Le règlement s'effectue à terme échu après complète réalisation des prestations conformes aux exigences du CCP correspondant dans les conditions suivantes : les prestations relevant des bons de commande du marché et réglées selon un tarif unitaire font l'objet d'une facturation et d'un paiement à terme échu.

ARTICLE 7.3 AVANCE

Le titulaire peut bénéficier de l'avance dans les conditions et cas prévus à l'article R2191-16 à R 2191- 19 du code de la commande publique prévue pour les accords-cadres à bons de commande dans les conditions décrites ci-dessous. L'avance prévue au présent article ne présente pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

La notification de tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois ouvre droit au versement d'une avance d'un montant de 30% du montant TTC de la commande considérée.

➤ Modalité de remboursement de l'avance :

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ayant donné lieu à versement de l'avance. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

A défaut, le remboursement de l'avance peut se faire en une seule fois sur la facture du bon de commande ayant lieu à versement de l'avance.

NOTA : l'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement (partie B4, paragraphe 3).

ARTICLE 7.4 GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Conformément aux articles R. 2191-32 à R. 2191-36 du Code de la commande publique, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur une garantie à première demande, destinée à garantir le remboursement de l'avance éventuellement versée au titre de l'article R. 2191-3 du Code précité ;

La garantie couvre un montant égal à 100 % du montant de l'avance.

La garantie est fournie par un établissement bancaire, une société d'assurance, ou un organisme financier habilité à délivrer ce type d'engagement.

La garantie à première demande peut être appelée par le pouvoir adjudicateur à tout moment, par simple notification adressée au garant, sans délai, sans formalité, sans autorisation préalable du titulaire, et sans que le garant puisse opposer d'exception ou de réserve.

Pour la garantie de l'avance dure jusqu'au remboursement intégral de l'avance par les prestations exécutées et réglées.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché pour transmettre au pouvoir adjudicateur l'original de la garantie à première demande, sous peine d'application des mesures prévues à l'article R. 2191-35 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 : CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant son exécution et impliquant l'adjonction de nouvelles prestations au marché.

En outre, la mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée par le pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification contenant à minima la documentation technique et éventuellement la proposition tarifaire, celle-ci dispose d'un délai de 10 jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire dispose d'un délai de 10 Jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM dispose d'un délai de 5 jours calendaires ou d'un autre délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaut refus de la modification

ARTICLE 8.1 MODIFICATIONS DU MARCHE APPLICABLES DE PLEIN DROIT

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'ANSM et au titulaire sont applicables de plein droit.

Dans ce cas, la nouvelle modification est annexée au dossier du marché et a la même valeur que le document auquel il est annexé. Sont notamment concernées :

- Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise. Il s'agit des modifications suivantes :
- La modification du siège social,
- La modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- L'évolution de la fiscalité des produits.

ARTICLE 8.2 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielles, une modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les obligations du marché

ARTICLE 9 : RESPONSABILITES, GARANTIE ET ASSURANCE

ARTICLE 9.1 RESPONSABILITES

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est responsable des dommages que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

ARTICLE 9.2 ASSURANCES

Le titulaire certifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile et professionnelle pour couvrir les conséquences pécuniaires pour l'ANSM ou les bénéficiaires de l'assurance maladie des dommages corporels, matériels consécutifs ou non, dont il aurait à répondre et qui seraient causés par tout événement de son fait ou du fait de ses personnels ou de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations.

Ainsi, le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel confié au titulaire par l'ANSM dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le contrat d'assurance doit être souscrit, pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai déterminé par celui-ci à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir la personne publique de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus. Il informe expressément la Personne Publique de toute modification de son contrat d'assurance notamment relative aux montants des garanties et franchises.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), d'une note de couverture portant mention de l'étendue de la garantie, le marché pourra être résilié, conformément au chapitre VI du CCAG/Travaux.

Le Titulaire s'engage à informer expressément la Personne Publique de toute modification de son contrat d'assurance notamment relative aux montants des garanties et franchises.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent document ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il est tenu compte des prolongations éventuellement accordées, par écrit motivé et signé des parties au présent marché public.

Les pénalités sont applicables de plein droit par l'ANSM dans les conditions ci-après définies.

Les pénalités sont applicables dès le 1er euro, et sans mise en demeure préalable.

Pénalités pour retard d'exécution des travaux

Pour tout retard d'exécution par rapport au délai fixé (délai proposé par le titulaire et ayant valeur contractuelle), le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 euros.

Cette même pénalité sera appliquée pour non démarrage des travaux à la date ou à l'horaire convenu(e) entre les parties ou de retard de délai de livraison des fournitures pour lequel le titulaire s'était engagé.

Toutefois, l'ANSM conserve toute latitude pour apprécier l'applicabilité des pénalités au titulaire et peut, en cas de retard pris par le titulaire, décider de prolonger le délai d'exécution des prestations ou de reporter la date de démarrage au regard des motifs invoqués par le titulaire explicitant le retard constaté.

Pénalités pour retard d'exécution

En cas de retard dans l'achèvement des prestations afférentes à ce marché, le titulaire subira sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 1 /50e du montant du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG applicable, en cas de non-respect des obligations découlant du présent contrat, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation, l'application des pénalités. Les retenues qui en découlent s'effectuent sur les plus prochaines demandes de paiement ou à défaut par l'émission d'un titre de recette.

Pénalités pour retard ou absence de présence aux opérations de réception

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, en cas d'absence ou de retard supérieur à 30 minutes, au jour de la convocation ou de la date arrêtée pour la réception, une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée.

Toutefois, l'ANSM conserve toute latitude pour apprécier l'opposabilité des pénalités au titulaire et peut décider de reporter l'horaire ou la date de réception au regard des motifs invoqués par le titulaire.

Pénalités pour retard sur le délai de levée des réserves

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, le titulaire subit, en cas de non-respect du délai de levée des réserves fixé par l'ANSM, une pénalité par jour calendaire d'un montant de 75 € .

Pénalités pour absence ou mauvais nettoyage/remise en état des lieux

Pour ces faits, le titulaire peut se voir infliger une pénalité forfaitaire de 50€ par jour calendaire d'inexécution jusqu'à complète réalisation de l'obligation.

En lieu et place de la pénalité, l'ANSM peut accorder au titulaire un nouveau délai pour se conformer à l'obligation de restituer les lieux nettoyés et remis en état.

Pénalités pour retard ou absence de remise des documents requis

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG travaux, en cas d'absence ou de retard pris dans la transmission des documents requis à la suite d'une première demande, le titulaire s'expose à une pénalité valant retenue de 10% sur le montant total de l'opération concernée. La somme retenue peut être payée après la remise complète des documents.

Pénalités pour mauvaise gestion du chantier

Par dérogation à l'article 20 du CCAG travaux, une retenue de 250 € par jour calendaire en défaut peut être appliquée en présence des manquements suivants :

- non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, et à l'hygiène,
- dépôt de gravois en dehors des zones prescrites à cet effet,
- retard dans le nettoyage de chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure de l'ANSM,
- retard dans l'évacuation des gravois au-delà du délai fixé par la mise en demeure de l'ANSM,
- retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure de l'ANSM.

Pénalité pour absence aux réunions de travaux

En cas d'absence aux réunions de travaux, le titulaire se voit appliquer en cas d'absence ou de retard supérieur à 30 minutes, au jour de la convocation ou de la date arrêtée pour la réunion, une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée.

Pénalité pour retard dans la transmission d'un devis

En cas de retard dans la transmission d'un devis, le titulaire doit appliquer une pénalité de 50 € sera appliquée par manquement.

Pénalité non déclaration de travailleurs détachés

En cas de non production des documents mentionnés notamment aux articles 18.3.3, 18.4.3 et 18.6.1 du CCP ou de transmission incomplète et en cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 500 € par jour de retard.

Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non présentation de ces documents selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme du délai de 15 jours, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 500 euros par jour de retard.

Contrairement à l'article 20.4 du CCAG travaux, les pénalités listées ci-dessus peuvent être cumulatives entre elles et trouvent à s'appliquer dès le 1er euro.

Pénalités pour tout autre manquement au marché

Pour tout manquement aux dispositions du présent DCE, l'ANSM appliquera une pénalité de 50 euros par jour et par manquement.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

Conformément aux modalités prévues au chapitre VII du CCAG/Travaux, la Personne Publique se réserve le droit de résilier de plein droit le présent marché en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire des obligations que lui imposent les stipulations du présent CCP ou dans les délais fixés par l'ANSM. Si une telle situation se présente, le Titulaire est en droit de présenter ses observations dans un délai impératif qui ne peut dépasser quinze (15) jours.

Conformément à l'article 50.3. du CCAG travaux et eu égard à la nature de la faute ou du manquement aux obligations prévues par le contrat et opposées au titulaire, l'ANSM est en droit de prononcer la résiliation aux frais et risque du titulaire et de passer un marché de substitution.

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux, le titulaire a seulement droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Lorsqu'il est procédé à la résiliation du marché, les différents cas précités, le titulaire remet à l'ANSM, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession résultant de l'exécution des prestations dans le cadre du marché.

ARTICLE 12 : NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

Dans les conditions prévues par le 1 de l'article R2191-46 du code de la commande publique le présent marché pourra faire l'objet d'une cession à un autre opérateur économique. La cession proposée par le titulaire pourra être acceptée par l'ANSM après la production : 1°) d'un écrit daté et signé par les représentants légaux du cédant et du cessionnaire, attestant de l'entente sur le principe de la cession;

2°) d'une note décrivant les capacités techniques, professionnelles et financières du cessionnaire.

Sous réserve du constat par l'ANSM des capacités du cessionnaire à assurer l'exécution du marché, un avenant de cession sera signé entre l'ANSM, le cessionnaire et le cédant.

Aux termes de l'avenant le cessionnaire reprendra l'ensemble des droits et obligations du marché cédé.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie égale à 5 % du montant du bon de commande sera appliquée sur le montant des décomptes vérifiés conformément aux articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique.

La retenue de garantie est appliquée uniquement aux bons de commande dont le montant est supérieur à 50.000 € HT.

La retenue de garantie pourra être remplacée :

- soit, au gré du titulaire par une garantie à 1ère demande,
- soit, après accord du maître de l'ouvrage par une caution personnelle et solidaire.

Dans ce cas, cette garantie à 1ère demande ou cette caution personnelle et solidaire sera constituée selon les prescriptions des articles R2191-36 à R2191-42 du Code précité, le maître d'ouvrage se réservant en outre la possibilité de refuser le ou les organismes apportant ces garanties.

La retenue de garantie effectuée sera restituée ou la sûreté constituée libérée dans les conditions définies à l'article R2191-42 dudit Code.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE - NON DIVULGATION ET DEONTOLOGIE

ARTICLE 14.1 CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cette obligation de non divulgation s'applique à tous les faits, informations, études et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Sauf accord écrit de l'ANSM, ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur ont été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Les parties entendent par informations confidentielles (liste non exhaustive), toutes les informations techniques, savoir-faire, spécifications techniques, procédés, modèles, données, plans, documentation, diagrammes, toute information financière, budgétaire, comptable, sanitaire, scientifique, médicale ainsi que toute information relative à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les projets, les fournisseurs, les clients, les intervenants.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés dans le cadre du marché ou utilisés par lui, en dehors des besoins nécessités par l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas communiquer ces documents et informations à un tiers à l'exception des personnes ayant qualité pour en connaître au titre du présent accord-cadre ; s'assurer également que leur diffusion au sein de la société ne concerne que les personnes à qui elles sont strictement nécessaires pour l'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers (enregistrements sonores, prises de vues...) en cours d'exécution du marché ;
- à informer son personnel ou ses sous-traitants éventuels de leur obligation de confidentialité, discrétion et de sécurité ;
- à prendre les mesures pour assurer la sécurité des informations et des documents pendant la phase d'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, document d'exécution ou documents divers élaborés par ses soins en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

La responsabilité du Titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM.

En outre, la société titulaire ne peut mentionner sur quelque support que ce soit sa collaboration avec l'ANSM sans son accord écrit.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'ANSM, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Cette clause de secret continue de lier le titulaire y compris après l'extinction du présent marché, et ce dans un délai de cinq ans, sous réserve que les informations en question ne soient pas préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'ANSM ou d'un tiers.

Dans un délai d'un an à compter de la fin du marché, le Titulaire s'engage à détruire **tous les documents transmis par l'ANSM** (analyses, notes, synthèses, comptes rendus, diapositives, plans) dans la mesure où ils reprennent ou décrivent des informations, des données de l'agence qui ne devront faire l'objet de copies. Pour ces destructions, le titulaire est tenu de fournir à l'ANSM une attestation certifiant l'élimination de ces éléments.

En outre au titre des règles de déontologie en vigueur et notamment de la prévention des liens et/ou conflit d'intérêt le titulaire s'engage à déclarer pendant toute la durée d'exécution des prestations toute éventuelle situation pouvant entrer en contradiction avec lesdites règles. En cas de besoin, l'ANSM tient à la disposition du titulaire un formulaire type pouvant être utilisé pour effectuer sa déclaration. Il n'appartient pas au titulaire de qualifier ou interpréter la nature du lien/conflit d'intérêt mais de le déclarer.

ARTICLE 14.2 INFORMATION

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai la Personne Publique de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement.

ARTICLE 15 : TRANSFERT D'ACTIVITE

Le Titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre, notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, NOTI1, du futur Titulaire potentiel et les éléments prévus au code de la commande publique;
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché. En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ANSM.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'Euro. C'est la même pour toutes les parties prenantes.

ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans l'hypothèse où le titulaire est amené à gérer des données personnelles dans le cadre de l'exécution présent marché, il doit respecter les dispositions suivantes.

Les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

Par Données, sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par Traitements, sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

➤ Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament (ANSM) est responsable du traitement.

➤ Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public. La ou les finalité(s) du traitement sont : TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE DE VENDARGUES DE L'ANSM.

Les données à caractère personnel traitées sont notamment les données à caractère personnel courantes tels que l'état civil, l'identité, l'adresse postale, le mail professionnel et les données d'identification des agents de l'ANSM dont éventuellement le numéro de matricule du badge professionnel.

Les catégories de personnes concernées sont principalement les agents de l'ANSM.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché public) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

➤ Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché public) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché public) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du nouveau code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) peut prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché public), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

➤ **Obligations du sous-traitant (titulaire du marché public) vis-à-vis des responsables de traitement**

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché public) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché public) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché public) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, «le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe

préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché public) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché public) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : dpo@ansm.sante.fr

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans le marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché public) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : dpo@ansm.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché public) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché public) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché public) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

11. Sort des données à caractère personnel

Au terme de l'exécution du présent marché et selon le choix de l'ANSM, le Titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'ANSM ou au tiers désigné par l'ANSM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies de données détruites, le Titulaire ou son sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

12. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant (titulaire du marché public) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dès la notification du présent marché, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou à défaut l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché public) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14. Documentation

Le sous-traitant (titulaire du marché public) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

➤ **Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)**

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché public) les données visées au présent article ;
- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant (titulaire du marché public);
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché public);
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous-traitant (titulaire du marché public).
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 18 : LITIGES ET TRIBUNAL COMPETENT

Préalablement à tout recours contentieux, l'ANSM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution du marché et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

A défaut, tout litige survenant de l'application du présent document sera du ressort des Tribunaux compétents.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de MONTREUIL SOUS BOIS

7, rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris)–

93 558 Montreuil Cedex.

Courrier électronique : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX

Nature de la dérogation	C.C.A.G/TRAVAUX	C.C.A.P
Ordre de priorité ses pièces contractuelles	Article 4.1	Article 2
Pénalités	Article 19 et 20	Article 9
Résiliation	Article 50.4	Article 10
Confidentialité	Article 5	Article 13.1